

enfants au pays et, qui aura plus tard des petits enfants, je suppose. Je tiens véritablement à ce que l'on introduise des réformes au Canada avant que la ruine soit complète.

L'honorable député nous a dit qu'il approuvait la conscription de l'industrie, mais il ne nous a pas dit en quoi cela consistait. Il a déclaré qu'il était en faveur de la conscription ou de la mobilisation de la finance. J'espère qu'il suivra attentivement mon exposé au cas où je n'aurais pas bien saisi le sens de ses observations. Qu'entend-il par la mobilisation de la finance? En 1939 le groupe du Crédit social, lors de la déclaration de la guerre, se prononça en faveur de la conscription de la finance et indiqua ce qu'il entendait par cette expression, à savoir, que le Gouvernement devrait s'emparer des fonctions et du pouvoir de créer les devises de la nation. Il a demandé instamment la création de fonds qui ne porteraient pas intérêt. J'aimerais savoir ce que le chef de l'opposition entend par la conscription de la finance. Veut-il dire qu'on devrait augmenter sans cesse les impôts? Si c'est cela, que le Ciel nous vienne en aide. Nous sommes déjà trop avancés dans cette voie. Alors que veut-il dire? Je lui poserai trois ou quatre questions bien précises. Entend-il par la conscription de la finance que le Gouvernement devrait s'emparer du pouvoir de créer des devises libres d'intérêt. Si c'est cela, je saurai alors jusqu'à quel point je pourrai me rallier à lui. Son parti accepte-t-il, par exemple, l'idée émise par l'honorable représentant de Parry-Sound (M. Slaght), au cours du débat sur le budget, l'an dernier, quand il s'attira de la part du ministre des Finances (M. Ilsley) une si verte semonce, lorsqu'il préconisait une monnaie d'Etat libre d'intérêt? Le parti conservateur progressiste se rallie-t-il aux opinions émises par l'honorable représentant de Parry-Sound, ou approuve-t-il les observations du ministre qui prononça alors un discours dont un membre du parti conservateur a dit que c'était un modèle d'expression, ou quelque chose de ce genre? Je veux lui poser deux ou trois autres questions. Qu'est-ce donc qui, de l'avis de son parti, donne au dollar sa valeur? Est-ce l'or sur lequel repose le dollar, comme on nous l'a dit à la petite école? Est-ce une banque qui garantit le dollar? Est-ce un fait que celui qui a emprunté un dollar a donné une garantie? Est-ce parce qu'on a emprunté le dollar? Le dollar perd-il toute valeur s'il ne représente une dette envers quelqu'un? La valeur du dollar lui vient-elle de sa rareté? Serait-ce la garantie du Dominion à l'appui du dollar? Ou est-ce la capacité du Dominion de produire des denrées qui étaye le dollar? Il peut y avoir une différence. La garantie du Dominion peut vouloir dire par exemple que le Dominion convient de se pro-

curer un autre dollar pour le remplacer sur demande ou bien, dans l'autre cas, que si le dollar est appuyé sur les denrées et les services du Canada, le pays s'engage tout simplement à livrer des denrées en échange du dollar. Lorsque le chef de l'opposition aura répondu à ces questions, nous saurons s'il est d'accord ou non avec le point de vue créditiste.

Bien des gens au pays commencent à parler de réforme monétaire, car la population commence en effet à s'y intéresser. Or il y a différentes sortes de réformes monétaires, et certaines sont sensiblement pires que le régime actuel. Il est bon d'être explicite sur ce point.

Puisque j'ai déjà posé ces questions au chef de l'opposition, je vais demander au chef de la fédération du commonwealth coopératif (M. Coldwell) et à ses partisans à la Chambre quelle réponse ils donneraient à chacune de ces questions. De plus, je demanderai aux libéraux de nous faire savoir, par la bouche de leur ministre des Finances, quelle serait leur réponse à eux. Et quand ces chefs nous auront communiqué leurs réponses, s'ils ont le courage de le faire, comme j'en doute, nous serons en mesure de juger si ces trois partis diffèrent entre eux ou s'ils adhèrent au même programme. C'est là que réside la ligne de démarcation: dans leur attitude à l'égard de l'argent.

Le chef de l'opposition a fait allusion à des projets de mesures progressives à l'égard de la question ouvrière au congrès de Winnipeg. Puisqu'il en a agi ainsi, je ferai remarquer que la meilleure loi concernant le contrat de travail au Canada se trouve dans les statuts de l'Alberta, et elle a été adoptée par un gouvernement créditiste. De plus, l'une des meilleures lois concernant le salaire minimum au Canada se trouve également dans les statuts de l'Alberta et a été adoptée par un gouvernement créditiste. Nombre d'autres mesures progressives concernant le travail, en autant que cette province possède le pouvoir de légiférer sur cette question, se trouvent déjà dans les statuts de l'Alberta. Tout cela indique clairement l'attitude des créditistes relativement à la classe ouvrière.

Je passe maintenant aux projets visant la sécurité sociale. Le tout sonne bien, mais on doit se demander où les conservateurs espèrent trouver les fonds nécessaires. Voici par exemple quelques questions bien pertinentes. Ce parti se propose-t-il d'acquitter l'intérêt sur la dette du Canada aux présents taux contractuels? Dans l'affirmative, que fera-t-il si la guerre actuelle dure plusieurs années et que la dette de notre nation s'accumule à tel point que le revenu annuel ne suffise pas au service des intérêts? Quelle chance le peuple aura-t-il d'obtenir la sécurité sociale dans de telles circonstances?